

SGI Europe, l'un des quatre partenaires sociaux officiels de la Commission européenne, est présidée par le Français, Pascal Bolo

Elu depuis décembre 2020 à la Présidence française et européenne de SGI (Services of General Interest), Pascal Bolo, vice-président de Nantes métropole et président de la Semitan (société des transports de la ville de Nantes), porte la voix des entreprises d'intérêt général auprès de l'Union européenne. Aux côtés de la Confédération européenne des syndicats (CES), SMEUnited et Business Europe, SGI Europe est l'un des quatre partenaires sociaux européens représentant les travailleurs et le patronat.

SGI Europe est une organisation systématiquement consultée par la Commission européenne, les chefs de gouvernement et le président de la Commission, en tant que membre du Comité économique et social européen en tant que partenaire social européen au niveau intersectoriel et ce depuis 1961. SGI est donc l'un des acteurs officiels du dialogue social européen dont l'ambition principale est de porter une vision profondément européenne de l'intérêt général et du service public. Il s'agit des entreprises publiques comme EDF, La SNCF ou Orange en France et aussi les entreprises issues du modèle "Entreprises publiques locales (Epl)". "[Les Entreprises publiques locales] permettent un mariage efficace des valeurs et des principes du secteur public avec les atouts et d'efficacité du secteur privé, en prenant en compte les spécificités territoriales. Ces régimes mixtes assurent un mode d'exercice du service public qui a fait ses preuves dans toute l'Europe, comme en témoignent les quelque 32 000 Epl européennes recensées." explique Pascal Bolo. Ainsi dans ses missions de valorisation des entreprises d'intérêt général, SGI Europe porte le seul label RSE pour les services publics instruit à l'échelle européenne. Il a été remis en février 2022 et a distingué 19 entreprises européennes d'Allemagne, de France, d'Italie, de Pologne et de Suède.

Etre président d'un partenaire social européen dans cette conjoncture où la France assure la Présidence française de l'Union Européenne encore jusqu'au 30 juin est une opportunité réelle. SGI Europe a d'ailleurs participé activement à la préparation de cette PFUE aux côtés de Clément Beaune. Un déjeuner-débat avec les membres de SGI France et Europe a eu lieu en novembre dernier en présence du secrétaire d'Etat chargé des Affaires européennes pour échanger sur des propositions consolidées autour de trois axes : les affaires sociales, l'investissement dans les services publics, et les nouvelles transitions sociales, écologiques et numériques. D'autre part, cette présidence s'inscrit également aux côtés de deux autres présidents français parmi les quatre partenaires sociaux officiels de la Commission européenne : Laurent Berger, Secrétaire général de la CFDT, pour la Confédération européenne des syndicats et Pierre Gattaz, Président de Radiall, ancien président du MEDEF, pour Business Europe. Une action commune a d'ailleurs été engagée en janvier 2022 avec la CES et Laurent Berger pour cosigner une tribune afin de replacer les services publics au coeur des enjeux européens. Cette publication commune traduit le consensus historique porté sur le sujet par des organisations syndicales représentatives respectivement des salariés et des employeurs. Cette convergence de vues constitue un élément déterminant afin de mieux prendre en compte les services publics au niveau européen, par une reconnaissance institutionnelle accrue et des investissements ambitieux sur le long terme.

Dans le contexte post-crise sanitaire, SGI Europe accentue ses demandes pour opérer un changement de paradigme pour le recrutement et l'investissement dans les services publics et d'intérêt général. "En effet, ceux-ci ne devraient plus être considérés comme des coûts mais comme des investissements productifs à long terme." déclare Pascal Bolo.

La pandémie de Covid-19 a révélé à quel point les services publics et d'intérêt général ont joué une fonction stabilisatrice essentielle pour le marché du travail et le marché intérieur européens. Même en période de confinements rigides dans toute l'Europe, les services publics et les SIG ont en effet démontré leur rôle efficace dans la résilience de nos économies. Pascal Bolo, entouré de son conseil d'administration, abordera à nouveau sa stratégie lors de la réunion statutaire de SGI Europe le 8 juin prochain et préparera déjà le sommet social tripartite de 2023.

- 17 pays membres de SGI Europe
- 32000 entreprises représentées
- 1.5 millions d'emplois

CHIFFRES CLÉS

SGI Europe

SGI Europe (anciennement Ceep Europe) représente depuis 1961 les employeurs et les entreprises de services d'intérêt général et de services publics. SGI Europe, présidé par Pascal Bolo depuis décembre 2020, est un des acteurs officiels du dialogue social européen au niveau intersectoriel et l'un des quatre partenaires sociaux européens qui représentent travailleurs et employeurs. Ainsi, SGI Europe est systématiquement consulté par la Commission européenne, le Conseil de l'Union européenne, le Conseil européen et le Parlement européen. L'adhésion à SGI Europe permet ainsi de bénéficier d'un accès direct et privilégié à l'ensemble des décideurs européens pour porter des dossiers politiques et législatifs essentiels pour la construction de l'Union européenne et le développement des États membres.



Contacts presse

Violaine Hacke, attachée de presse
06 28 47 53 55
violainehacke@gmail.com

Contacts FedEpl

Peggy Banget-Mossaz, responsable communication
01 53 32 22 07
p.banget-mossaz@lesepl.fr